

Défis d'une migration réussie

La migration féminine Sud-Sud ne cesse de croître, malgré les difficultés qui y sont liées. C'est en tout cas ce que révèle la conférence "Marocaines de l'Afrique subsaharienne : trajectoires et défis", organisée le 20 et 21 septembre à Dakar par le CCME.

PAR BASMA EL HIJRI

Evoluer socialement et professionnellement dans un milieu étranger est loin d'être une mince affaire ; encore moins en Afrique subsaharienne ! Partant de ce constat, le Conseil de la Communauté Marocaine à l'Étranger a passé au crible la situation de la migration féminine, à travers des études et recherches faites en amont. "Notre objectif est de sensibiliser l'opinion publique nationale au fait que quand on parle de migration, ce n'est pas toujours uniquement vers l'Europe. L'exode marocain se fait également vers le Sud", a expliqué Abdellah Boussouf, secrétaire général du CCME. En général, les Marocaines choisissent l'Afrique noire car elles y voient un terrain fertile pour des nouveaux projets. Or, les conditions économiques et sociales font que la tâche leur est souvent difficile. Quel que soit leur pays de résidence, ces femmes porteuses de programmes

ambitieux se heurtent à un certain nombre d'entraves. La problématique soulevée lors des diverses interventions est que ces dernières sont cantonnées dans le micro-entrepreneuriat, que l'on appelle communément les Activités Génératrices de Revenus. Ces Marocaines parviennent donc difficilement à créer des entreprises de moyenne ou de grande envergure, durables et créatrices d'emploi. En outre, la complexité de la société et le manque d'implication des politiques publiques n'arrangent pas les choses...

Le business d'abord

De plus en plus de nos concitoyennes investissent en Afrique. Afin d'améliorer leur situation, les intervenants ont dressé un certain nombre de recommandations. Première démarche : la

nécessité de créer un observatoire africain des droits des femmes. Le réseautage étant important, il a été vivement conseillé de travailler en communauté, afin que les migrantes puissent échanger en continu les bonnes pratiques, notamment à travers la création de canaux de médiatisation et de communication. Chercheurs, activistes des droits de l'homme et politiciens ont également encouragé l'accès des femmes à l'autonomisation économique et à la promotion de l'entrepreneuriat féminin, tout en essayant de gérer les problèmes juridiques et sociaux qui concernent les migrantes.

Protéger les droits des femmes

Progresser dans une atmosphère périlleuse ne peut se faire sans pouvoir accéder à ses droits. Ainsi, les conférenciers ont proposé d'harmoniser le dispositif législatif national avec les conventions internationales qui concernent la protection des droits fondamentaux des migrants et des membres de leur famille. La question de la parité hommes-femmes, quant à elle, n'a pas été laissée pour compte. Tous sont unanimes : il est urgent de renforcer la représentativité féminine au niveau de toutes les instances publiques, afin d'assurer l'égalité dans l'accès à la responsabilité. Il est aussi important de consolider les moyens humains et financiers des représentations diplomatiques, notamment au niveau des démarches administratives relatives aux femmes marocaines dans les pays de résidence. ♦

